



## Recueil de la jurisprudence

**Arrêt de la Cour (septième chambre) du 19 décembre 2012 – Bavaria / Commission**

**(affaire C-445/11 P)**

«Pourvoi — Concurrence — Entente — Marché néerlandais de la bière — Décision de la Commission constatant une infraction à l'article 81 CE — Amendes — Durée de la procédure administrative — Niveau de l'amende»

1. *Pourvoi — Moyens — Contrôle par la Cour de l'appréciation des éléments de fait et de preuve — Exclusion sauf cas de dénaturation — Moyen tiré de la dénaturation des éléments de preuve — Nécessité d'indiquer de façon précise les éléments dénaturés et de démontrer les erreurs d'analyse ayant conduit à cette dénaturation (Art. 256, § 1, al. 2, TFUE; statut de la Cour de justice, art. 58, al. 1; règlement de procédure de la Cour, art. 169, § 2) (cf. points 23, 24, 27, 28, 123)*
2. *Pourvoi — Moyens — Simple répétition des moyens et arguments présentés devant le Tribunal — Absence d'identification de l'erreur de droit invoquée — Irrecevabilité (Art. 256, § 1, TFUE; statut de la Cour de justice, art. 58, al. 1; règlement de procédure de la Cour, art. 169, § 2) (cf. points 93-95)*
3. *Concurrence — Amendes — Montant — Détermination — Critères — Gravité de l'infraction — Absence de liste contraignante ou exhaustive de critères — Marge d'appréciation réservée à la Commission — Élévation du niveau général des amendes — Admissibilité (Art. 81 CE; règlement du Conseil n° 1/2003, art. 23, § 2 et 3) (cf. points 53-55, 57-59, 73, 74)*
4. *Concurrence — Procédure administrative — Obligations de la Commission — Respect d'un délai raisonnable (Règlement du Conseil n° 1/2003) (cf. point 77)*
5. *Pourvoi — Moyens — Moyen présenté pour la première fois dans le cadre du pourvoi — Irrecevabilité (Art. 256, § 1, al. 2, TFUE; statut de la Cour de justice, art. 58, al. 1; règlement de procédure de la Cour, art. 170) (cf. points 98-100)*

### Objet

Pourvoi formé contre l'arrêt du Tribunal (sixième chambre élargie) du 16 juin 2011, Bavaria/Commission (T-235/07), par lequel le Tribunal a annulé l'art. 1<sup>er</sup> de la décision C (2007) 1697 de la Commission, du 18 avril 2007, relative à une procédure d'application de l'art. 81 [CE] (affaire

COMP/B/37.766 – Marché néerlandais de la bière), pour autant que la Commission européenne y a constaté que Bavaria NV avait participé à une infraction consistant en la coordination occasionnelle de conditions commerciales, autres que des prix, offertes aux consommateurs individuels dans le secteur «horeca» aux Pays-Bas.

### **Dispositif**

- 1) Le pourvoi est rejeté.
- 2) Bavaria NV est condamnée aux dépens.